CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.158/4
du 20 avril 2016

sur

un projet d'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale 'fixant les règles relatives au contrôle médical applicables aux membres du personnel du Service Public Régional de Bruxelles'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.158/4
van 20 april 2016

over

een ontwerp van ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewest 'tot vaststelling van de regels voor de medische controle van toepassing op de personeelsleden van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel'

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

Le 24 mars 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'fixant les règles relatives au contrôle médical applicables aux membres du personnel du Service Public Régional de Bruxelles'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 avril 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 avril 2016.

*

Op 24 maart 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot vaststelling van de regels voor de medische controle van toepassing op de personeelsleden van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 april 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 april 2016.

*

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', prévoit que « chaque ministre et secrétaire d'État intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet […] pour chaque projet d'acte législatif ou réglementaire, il ou elle établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes […] dit 'test gender' ».

Ainsi que confirmé par le délégué du ministre, il n'apparait pas que ce « test gender » a été effectué.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu d'ajouter un alinéa 1er nouveau qui mentionne l'article 40, § 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993. En effet, il faut citer tous les actes de droit interne, ainsi que leurs articles, voire leurs subdivisions, qui constituent le fondement juridique précis de l'arrêté ministériel en projet [1].

2. Il y a lieu de viser au préambule l'arrêté ministériel du 23 juin 2010 'fixant les règles relatives au contrôle médical applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', dès lors que celui-ci est abrogé par l'article 27 de ce projet.

3. Un visa relatif au « test gender » sera inséré au préambule.

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 23 et 23.2.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

DISPOSITIF

Article 2

Les subdivisions de l'article doivent faire l'objet d'une numérotation qui en rendra l'identification plus aisée [2].

Cette observation vaut pour la suite du projet.

Article 6

1. Le renvoi à l'annexe 1 doit être effectué comme suit : « au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe 1 » [3].

Une observation analogue vaut pour les renvois aux annexes 2 et 3 (articles 7 et 11 du projet).

2. Dans la version néerlandaise, il convient d'ajouter les signes typographiques « § 1. ».

Articles 10 et 11

1. À l'article 10, alinéa 3, les mots « chapitre 1er » doivent être remplacés par les mots « chapitre 2 ».

2. À l'article 11, dans la version néerlandaise, il convient d'écrire « Art. 11 » au lieu de « Art. II ».

Article 13

En vertu de l'alinéa 2, première phrase, l'agent est obligé d'utiliser les transports en commun publics pour se rendre au cabinet du médecin-contrôleur, sauf impossibilité.

Une telle règle ne peut pas être considérée comme nécessaire au regard de l'objectif poursuivi, exprimé par la seconde phrase de l'alinéa 2 et consistant dans la volonté de l'auteur du projet de limiter le remboursement des frais de déplacement au coût d'un titre de transport public non couvert « par un abonnement personnel ou tiers payant ». Cette volonté ne justifie pas d'interdire au membre du personnel d'utiliser un autre mode de transport, étant entendu que ce choix ne donnera lieu à aucun remboursement des frais de déplacement. Par conséquent, l'article 13, alinéa 2, première phrase, n'est pas admissible.

[2] *Ibid.*, recommandation n° 58.

[3] *Ibid.*, formule F 4-1-11-1.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

Il convient d'omettre la première phrase de l'alinéa 2, de se limiter à exprimer la règle contenue dans la seconde phrase et de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

« En cas d'impossibilité d'utiliser les moyens de transport en commun publics, les frais exposés (la suite comme au projet) ».

Articles 15, 16 et 17

1. De manière uniforme, dans le texte français, il y a lieu d'utiliser le mot « immédiatement » et dans le texte néerlandais le mot « onmiddellijk ».

2. Il y a lieu d'écrire partout « médecin-contrôleur » en français.

Articles 16 et 17

1. Les articles 16 et 17 du projet gagneraient à être revus afin de mieux rendre compte des étapes de la procédure dans laquelle le médecin-contrôleur et le médecin-arbitre sont appelés à intervenir.

À cet effet, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur les points suivants.

2. L'article 16, alinéa 1er, qui se situe dans le chapitre relatif à la décision du médecin-contrôleur, précise que lorsque le médecin-contrôleur « juge que l'absence du membre du personnel pour cause de maladie n'est pas justifiée et qu'il est en état de reprendre le travail, [le membre du personnel] en est informé aussitôt à l'aide d'un document à signer pour réception ».

L'article 17, § 1er, alinéa 1er, qui se place dans le chapitre traitant de la procédure d'arbitrage, prévoit que « [s]i le médecin-contrôleur juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, il remet aussi rapidement que possible ses constatations écrites au membre du personnel. Si le membre du personnel ne peut à ce moment marquer son accord avec les constatations du médecin-contrôleur, ceci sera acté par ce dernier sur l'écrit précité ».

En réalité, le médecin-contrôleur qui juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, informe immédiatement l'agent de sa décision ; cette information est réalisée par un document – dont le modèle n'est pas joint en annexe du projet – que le médecin-contrôleur soumet à l'agent et que celui-ci doit signer pour réception. Il n'apparait pas clairement comment l'article 16, alinéa 1er, se combine avec l'article 17, § 1er, alinéa 1er, qui prévoit la remise « aussi rapidement que possible » par le médecin-contrôleur à l'agent de ses constatations écrites, ce qui implique nécessairement qu'un document est à cet effet également établi dont le modèle n'est pas davantage prévu ni joint en annexe au projet d'arrêté.

Une question se pose quant à savoir si ces documents tels que remis en application des articles 16, alinéa 1er, et 17, § 1er, alinéa 1er, constituent ou non, matériellement, un seul et même document. Dans l'affirmative, en quoi consiste la différence entre le constat posé par le

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

médecin-contrôleur de ce que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée et les constatations écrites remises par lui à l'agent ?

3. L'article 16, alinéa 1er, charge le médecin d'informer la direction des ressources humaines de ce qu'il a jugé l'absence pour cause de maladie non justifiée. En revanche, aucune information n'est prévue en ce qui concerne la décision que prendrait l'agent de contester la décision du médecin-contrôleur et de recourir aux procédures organisées par l'article 17. À cet égard, l'article 17, § 1er, alinéa 1er, troisième phrase, se borne à énoncer que lorsque l'agent n'a pu marquer son accord sur les constatations écrites du médecin-contrôleur, ce dernier prend contact avec le médecin qui a délivré le certificat médical. Ainsi, aucune information de la direction des ressources humaines n'est prévue en ce qui concerne le recours de l'agent aux procédures organisées par l'article 17. Or, la contestation par l'agent de la décision du médecin-contrôleur et le recours à ces procédures ont pour effet qu'aussi longtemps que cette procédure n'a pas été menée à bien, l'agent ne peut pas être considéré comme étant en absence injustifiée.

4. Ces incertitudes qu'emporte le dispositif, ne peuvent mener qu'à une insécurité juridique et doivent être levées.

Pour clarifier la procédure, il serait préférable d'identifier précisément les étapes qu'elle comporte afin de mieux rendre compte de leur succession dans le temps ainsi que pour préciser la délivrance et la transmission de documents ou formulaires requis à chaque étape. Le réexamen des articles 16 et 17 tiendra compte des éléments suivants.

Lorsque le médecin-contrôleur juge que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, il dispose vraisemblablement d'un document sur lequel il indique que l'agent est apte à reprendre le travail et c'est sur ce document que l'agent appose sa signature pour réception.

L'article 17, § 1er, alinéa 1er, appliqué en suite de l'article 16, alinéa 1er, conduit à deux possibilités :

– ou les constatations écrites du médecin-contrôleur n'ont pas trait à l'état de santé de l'agent et aucun diagnostic médical n'est en conséquence posé ; dans ce cas, un seul et même document pourrait reprendre le constat de l'aptitude de l'agent à reprendre le travail (à viser par l'agent) et les constatations écrites (sur lesquelles l'agent marque ou non son accord). Ce document unique peut, si nécessaire, être intégré dans le dossier médical de l'agent et éventuellement transmis à la direction des ressources humaines dont relève l'agent étant entendu que celle-ci aura déjà été informée par le médecin-contrôleur de ce qu'il a jugé l'agent apte à reprendre le travail, ce que celui-ci doit faire immédiatement sauf recours aux procédures de l'article 17.

– ou les constatations du médecin-contrôleur constituent son diagnostic médical sur lequel l'agent marque son accord ou refuse de le marquer en sorte que, dans cette dernière hypothèse, il appartiendra au médecin-contrôleur de prendre contact avec le médecin qui a délivré le certificat médical. Dans ce cas, les constatations écrites du médecin-contrôleur doivent, pour assurer le respect de la vie privée de l'agent et la confidentialité des données médicales le concernant, figurer sur un document distinct de celui que l'agent aura visé en application de l'article 16, alinéa 1er, et que ne pourra pas être transmis à l'administration dont l'agent relève.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

Par ailleurs, dès lors que l'absence au travail n'est qualifiée d'injustifiée qu'à partir du moment où l'agent ayant visé le document établi par le médecin-contrôleur qui a constaté que l'absence pour cause de maladie n'est pas justifiée, ne reprend pas le travail immédiatement tout en s'abstenant de contester la décision du médecin-contrôleur, il importe que la direction des ressources humaines soit aussi informée de ce que l'agent conteste la décision du médecin-contrôleur et recourt aux procédures organisées par l'article 17, § 1er (hypothèse où il y a contact entre le médecin-contrôleur et le médecin qui a délivré le certificat médical) et, le cas échéant, son paragraphe 2 (hypothèse de l'arbitrage proprement dit).

Article 16

1. À l'alinéa 1er, il n'est pas précisé à quel moment le médecin-contrôleur doit informer la direction des ressources humaines. Afin d'éviter que l'information soit transmise tardivement, il convient d'insérer le mot « immédiatement » entre le mot « également » et les mots « la direction des ressources humaines ».

2. À l'alinéa 3, les mots « ne conteste pas la décision du médecin-contrôleur et » seront insérés entre le mot « personnel » et les mots « ne reprend pas ».

Article 17

Au paragraphe 3, alinéa 2, la règle contenue dans la deuxième phrase doit figurer au paragraphe 2, alinéa 4.

Article 27

L'arrêt ministériel abrogé sera identifié avec précision [4].

OBSERVATION FINALE

Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes [5].

*

[4] *Ibid*., recommandation n° 137.

[5] *Ibid.*, recommandation n° 64.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 'houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' luidt als volgt: "Elke minister en staatssecretaris integreert de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe (…) stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen (…) 'gendertest' genaamd".

Die "gendertest" is blijkbaar niet uitgevoerd, wat bevestigd wordt door de gemachtigde van de minister.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Er behoort een nieuw eerste lid te worden toegevoegd waarin verwezen wordt naar artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', dat gewijzigd is bij de bijzondere wet van 16 juli 1993. Er moet immers worden verwezen naar alle teksten van intern recht alsmede naar de artikelen ervan, en zelfs naar de onderverdelingen ervan, die de precieze rechtsgrond opleveren voor het ontworpen ministerieel besluit.[1]

2. In de aanhef dient te worden verwezen naar het ministerieel besluit van 23 juni 2010 'tot vaststelling van de regels voor de medische controle van toepassing op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', aangezien dit besluit wordt opgeheven bij artikel 27 van het voorliggende ontwerp.

3. In de aanhef moet een verwijzing naar de "gendertest" worden ingevoegd.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 23 en 23.2.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

DISPOSITIEF

Artikel 2

De onderverdelingen van het artikel moeten worden genummerd om de identificatie ervan te vergemakkelijken.[2]

Die opmerking geldt ook voor de rest van het ontwerp.

Artikel 6

1. Er moet als volgt worden verwezen naar bijlage 1: "op het formulier waarvan het model is opgenomen als bijlage 1".[3]

Een soortgelijke opmerking geldt voor de verwijzingen naar de bijlagen 2 en 3 (artikelen 7 en 11 van het ontwerp).

2. In de Nederlandse tekst moet de vermelding "§ 1." worden toegevoegd.

Artikelen 10 en 11

1. In artikel 10, derde lid, moeten de woorden "hoofdstuk 1" worden vervangen door de woorden "hoofdstuk 2".

2. In artikel 11 van de Nederlandse tekst schrijve men "Art. 11" in plaats van "Art. II".

Artikel 13

Krachtens de eerste zin van het tweede lid is het personeelslid verplicht het openbaar vervoer te gebruiken om zich naar de praktijk van de controlearts te begeven, tenzij wordt vastgesteld dat dit onmogelijk is.

Een dergelijke regel kan niet beschouwd worden als een regel die noodzakelijk is voor de verwezenlijking van het nagestreefde doel, zoals dat genoemd wordt in de tweede zin van het lid, namelijk de terugbetaling van de verplaatsingskosten beperken tot de kosten van een openbaarvervoerbewijs die niet worden gedekt "door een persoonlijk abonnement of een derde betaler". Die doelstelling is geen reden om het personeelslid te verbieden een ander vervoermiddel te kiezen, met dien verstande dat indien het personeelslid voor een ander vervoermiddel kiest, zijn verplaatsingskosten niet zullen worden terugbetaald. Artikel 13, tweede lid, eerste zin, is bijgevolg onaanvaardbaar.

[2] *Ibid.*, aanbeveling 58.

[3] *Ibid.*, formule F 4-1-11-1.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

De eerste zin van het tweede lid behoort te worden weggelaten, alleen de regel vervat in de tweede zin dient te worden behouden en het derde lid moet als volgt worden geredigeerd:

"Indien wordt vastgesteld dat het onmogelijk is het openbaar vervoer te gebruiken, worden de vervoerskosten voor verplaatsingen die niet met het openbaar vervoer worden gedaan, terugbetaald mits een vervoersbewijs vergezeld van een rechtvaardiging wordt voorgelegd".

Artikelen 15, 16 en 17

1. In de Franse tekst moet op een uniforme wijze gebruikgemaakt worden van het woord "immédiatement" en in de Nederlandse tekst van het woord "onmiddellijk".

2. In de Franse tekst moet overal "médecin-contrôleur" worden geschreven.

Artikelen 16 en 17

1. De artikelen 16 en 17 van het ontwerp zouden aldus moeten worden herzien dat de verschillende fases van de procedure waarin de controlearts en de arbitragearts moeten optreden beter worden weergegeven.

De steller van het ontwerp wordt daarbij op het volgende gewezen.

2. In artikel 16, eerste lid, dat opgenomen is in het hoofdstuk over de beslissing van de controlearts, staat dat wanneer de controlearts "van oordeel is dat de afwezigheid van het personeelslid wegens ziekte niet gewettigd is en dat hij/zij in staat is het werk te hervatten, (...) het personeelslid daar onmiddellijk van op de hoogte [wordt] gebracht via een document dat ter ontvangst ondertekend moet worden".

In artikel 17, § 1, eerste lid, dat is ondergebracht in het hoofdstuk betreffende de arbitrageprocedure, wordt bepaald dat "[a]ls de controlearts oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, (...) hij [dan] zo snel mogelijk zijn schriftelijke vaststellingen [bezorgt] aan het personeelslid. Als het personeelslid op dat moment niet akkoord kan gaan met de vaststellingen van de controlearts, dan zal dit door die laatste op het voornoemde schriftelijke document worden genoteerd".

In feite stelt de controlearts die oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, het personeelslid onmiddellijk in kennis van zijn beslissing; die kennisgeving gebeurt met een document − waarvan het model niet als bijlage bij het ontwerp gevoegd is − dat de controlearts aan het personeelslid voorlegt en dat door deze laatste voor ontvangst moet worden getekend. Het is niet duidelijk hoe artikel 16, eerste lid, zicht verhoudt tot artikel 17, § 1, eerste lid, waarin wordt bepaald dat de controlearts "zo snel mogelijk" zijn schriftelijke vaststellingen aan het personeelslid bezorgt, wat noodzakelijkerwijze impliceert dat hiervoor eveneens een document wordt opgesteld waarvan ook geen model is vastgelegd en dat evenmin als bijlage bij het ontwerpbesluit gevoegd is.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

De vraag rijst of de documenten die met toepassing van de artikelen 16, eerste lid, en 17, § 1, eerste lid, worden overhandigd, in de praktijk niet één en hetzelfde document zijn. Zo ja, wat is dan het verschil tussen de vaststelling van de controlearts dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is en de schriftelijke vaststellingen die door hem bezorgd worden aan het personeelslid?

3. Luidens artikel 16, eerste lid, moet de arts de directie Human Resources ervan in kennis stellen dat de afwezigheid wegens ziekte volgens hem niet gewettigd is. Er is daarentegen niet in een kennisgeving voorzien, wat betreft de eventuele beslissing van het personeelslid om de beslissing van de controlearts te betwisten en gebruik te maken van de in artikel 17 omschreven procedures. In dat verband wordt in artikel 17, § 1, eerste lid, derde zin, alleen gesteld dat, wanneer het personeelslid niet akkoord gaat met de schriftelijke vaststellingen van de controlearts, deze laatste contact opneemt met de arts die het medisch attest heeft verstrekt. Bijgevolg is nergens bepaald dat de directie Human Resources ervan op de hoogte moet worden gebracht dat het personeelslid zijn toevlucht neemt tot de procedures waarin is voorzien bij artikel 17. Dat het personeelslid de beslissing van de controlearts betwist en dat hij gebruikmaakt van die procedures hebben echter tot gevolg dat zolang die procedure niet beëindigd is het personeelslid niet kan worden beschouwd als zijnde ongewettigd afwezig.

4. De onduidelijkheid die deze bepalingen laten bestaan, kan alleen maar tot rechtsonzekerheid leiden en moet dus worden weggenomen.

Teneinde de procedure te verduidelijken zou het beter zijn duidelijker aan te geven welke verschillende fasen ze omvat zodat beter kan worden weergegeven hoe deze elkaar in de tijd opvolgen en kan worden gepreciseerd welke documenten of formulieren in elke fase moeten worden verstrekt of overgezonden. Bij de herziening van de artikelen 16 en 17 dient rekening te worden gehouden met het volgende.

Wanneer de controlearts oordeelt dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, beschikt hij klaarblijkelijk over een document waarop hij noteert dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten, welk document het personeelslid tekent voor ontvangst.

De opeenvolgende toepassing van artikel 16, eerste lid, en artikel 17, § 1, eerste lid, leidt tot twee mogelijkheden:

– ofwel hebben de schriftelijke vaststellingen van de controlearts geen betrekking op de gezondheidstoestand van het personeelslid en wordt er bijgevolg geen medische diagnose gesteld; in dat geval zou in één en hetzelfde document (dat voor ontvangst moet worden getekend door het personeelslid) melding kunnen worden gemaakt van de vaststelling dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten en van de schriftelijke vaststellingen (waarmee het personeelslid al dan niet akkoord gaat). Indien nodig, kan dit ene document worden opgenomen in het medisch dossier van het personeelslid en eventueel worden overgezonden aan de directie Human Resources waaronder het personeelslid ressorteert, met dien verstande dat de controlearts de directie er al van op de hoogte heeft gebracht dat hij van mening is dat het personeelslid in staat is het werk te hervatten, wat deze laatste onmiddellijk moet doen, tenzij het personeelslid gebruikmaakt van de procedures waarin artikel 17 voorziet.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

– ofwel vormen de vaststellingen van de controlearts zijn medische diagnose waarmee het personeelslid akkoord gaat of waarmee hij weigert akkoord te gaan, en moet de controlearts in het laatstgenoemde geval contact opnemen met de arts die het medisch attest heeft afgegeven. Om ervoor te zorgen dat het privéleven van het personeelslid wordt geëerbiedigd en de vertrouwelijkheid van zijn medische gegevens wordt gewaarborgd moeten in dat geval de schriftelijke vaststellingen van de controlearts worden genoteerd op een ander document dan het document dat met toepassing van artikel 16, eerste lid, door het personeelslid is getekend en dat niet mag worden overgezonden aan de administratie waaronder het personeelslid ressorteert.

Aangezien arbeidsverzuim maar als ongewettigd wordt gekwalificeerd wanneer het personeelslid dat het document heeft getekend dat opgesteld is door de controlearts die heeft vastgesteld dat de afwezigheid wegens ziekte niet gewettigd is, het werk niet onmiddellijk hervat en de beslissing van de controlearts ook niet betwist, is het voorts van belang dat de directie Human Resources er ook van in kennis wordt gesteld dat het personeelslid de beslissing van de controlearts betwist en gebruikmaakt van de procedures waarin artikel 17, § 1, voorziet (geval waarbij de controlearts contact opneemt met de arts die het medisch attest heeft afgegeven) en, in voorkomend geval, van de procedures waarin artikel 17, § 2 voorziet (geval van eigenlijke arbitrage).

Artikel 16

1. In het eerste lid wordt niet vermeld wanneer de directie Human Resources door de controlearts in kennis moet worden gesteld. Om te vermijden dat de kennisgeving te laat gebeurt, moet het woord "onmiddellijk" worden ingevoegd tussen de woorden "de directie Human Resources" en de woorden "op de hoogte".

2. In het derde lid moeten de woorden "de beslissing van de controlearts niet betwist en" worden ingevoegd tussen het woord "personeelslid" en de woorden "het werk".

Artikel 17

De regel vervat in paragraaf 3, tweede lid, tweede zin, moet in paragraaf 2, vierde lid, staan.

Artikel 27

Er moet nauwkeurig worden aangeduid welk ministerieel besluit wordt opgeheven.[4]

[4] *Ibid*., aanbeveling 137.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡

SLOTOPMERKING

De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.[5]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

Colette GIGOT

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Pierre LIÉNARDY

[5] *Ibid*., aanbeveling 64.

‡LW-BAFQLCHEC-FJBFIQW‡